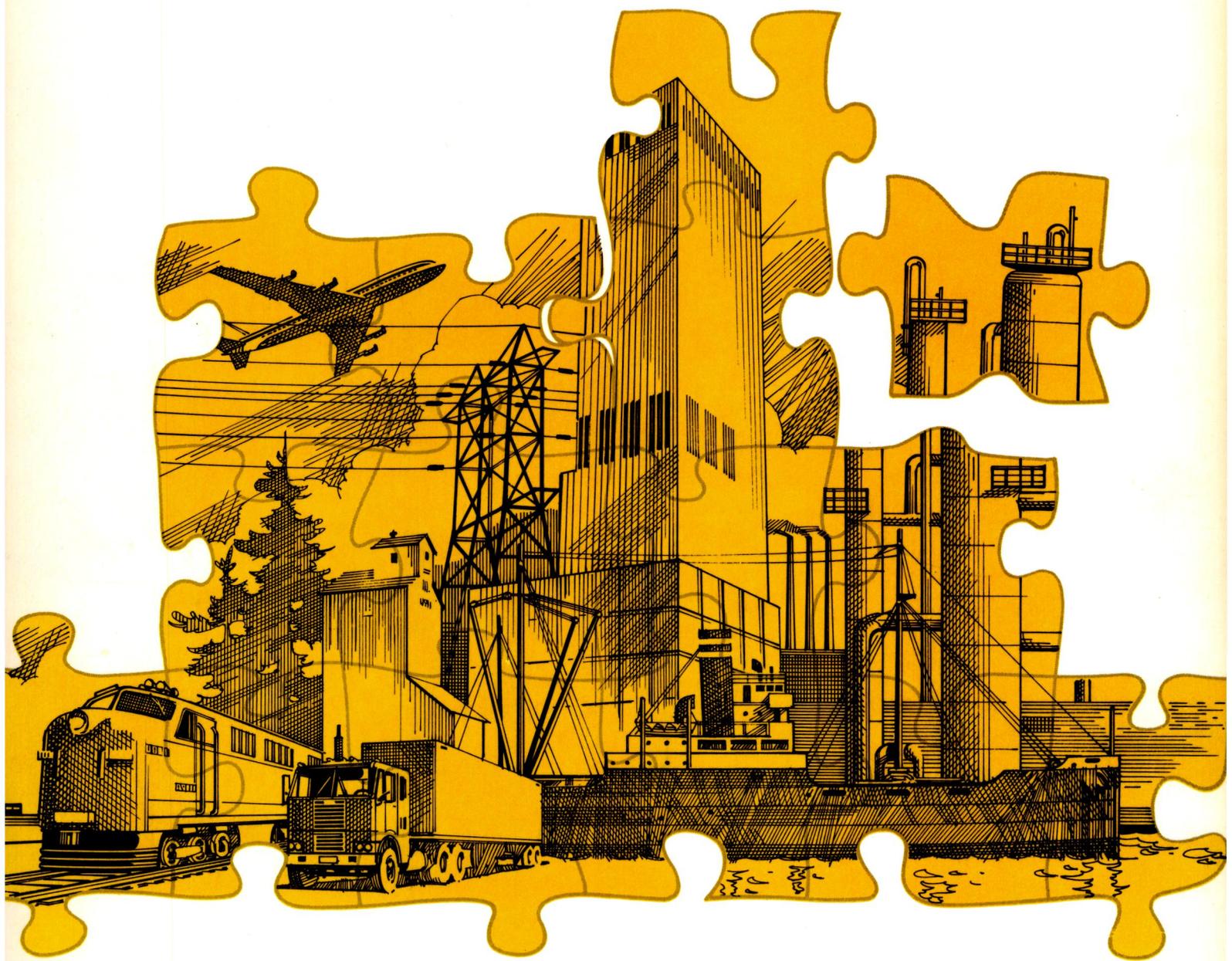


Z1-1975/1-41-30F
\$ 1.50 *

23
MAY 19 1978

BIBLIOTHÈQUE DES DOCUMENTS

Commission royale d'enquête sur les groupements de sociétés



Étude no 30

**Caractéristiques sociales des villes
canadiennes bâties autour d'une
seule entreprise industrielle**
Une recherche scientifique

**Commission royale d'enquête sur les
groupements de sociétés**

**Caractéristiques sociales des villes canadiennes
bâties autour d'une seule entreprise industrielle**

Une recherche scientifique

Alex Himelfarb, Ph. D.

Département de sociologie

Université du Nouveau-Brunswick

Septembre 1976

© **Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1977**

En vente par la poste:

**Imprimerie et Édition
Approvisionnement et Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9**

ou chez votre libraire.

**N° de catalogue Z1-1975/1-41-30F Canada: \$1.50
ISBN 0-660-00887-4 Autres pays: \$1.80**

Prix sujet à changement sans avis préalable.

**Phase I Printing Ltd.
Mississauga, Ontario**

AVANT-PROPOS

La Commission royale d'enquête sur les groupements de sociétés fut mise sur pied en avril 1975 afin " de mener une enquête, faire rapport et donner ses recommandations concernant :

- a) la nature et le rôle des principaux groupements de sociétés;
- b) les conséquences économiques et sociales de tels groupements sur l'intérêt public;
- c) l'existence de mesures ou la recommandation de mesures qu'il faudra éventuellement prendre pour protéger l'intérêt public à cet égard. "

En vue de recueillir les avis éclairés de sociétés ou d'individus compétents, la Commission a tenu des audiences dans de nombreuses villes du pays et a invité toutes personnes intéressées à lui soumettre des mémoires; ces activités ont commencé en novembre 1975. La Commission a en outre établi un programme de recherche comportant, entre autres, une série d'études sur la structure et la croissance des grandes sociétés canadiennes.

La présente étude sur les caractéristiques des villes bâties autour d'une seule entreprise industrielle a été effectuée, à titre de document de travail pour la Commission, par M. Alexander Himelfarb, professeur au Département de sociologie de l'Université du Nouveau-Brunswick. Il a reçu son doctorat de l'Université de Toronto, où il dirigea une recherche sur les caractéristiques des petites communautés canadiennes, publiée ensuite sous le titre *Minetown, Milltown, Railtown*.

Le seul but de la Commission, en publiant ces ouvrages, est de servir l'intérêt public. Les analyses et conclusions présentées par l'auteur ne sont pas nécessairement celles de la Commission ou de son personnel.

Donald N. Thompson
Directeur de la recherche

REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer ma gratitude au professeur Pat Marchak de l'Université de la Colombie britannique qui m'a si généreusement fourni des bibliographies inédites sur les villes bâties autour d'une seule industrie, à M. Larry Wisniewski qui m'a aidé à retracer la plupart des études se rapportant à notre sujet, à M. Michel Camiot qui a effectué de nombreuses recherches dans les bibliothèques et, enfin, à M. Jim Richardson qui m'a aidé de ses précieuses observations tout au long de la rédaction de ce rapport.

TABLE DES MATIERES

Avant-propos	iii
Remerciements	iv
Introduction. --	1
Chapitre premier	
└ Le contexte. --	7
Chapitre II	
└ Structure sociale. --	13
Chapitre III	
└ Institutions locales. --	19
Chapitre IV	
└ Relations interpersonnelles. --	27
Chapitre V	
└ Récapitulation et portée.	33
Bibliographie	37

INTRODUCTION

Quand on évoque l'évolution sociale du Canada, on pense presque inévitablement à la croissance toujours plus marquée de nos agglomérations urbaines. On oublie parfois totalement, bien qu'elles soient essentielles au développement industriel du Canada, les localités isolées construites principalement autour des industries et des transports liés à l'exploitation des ressources naturelles, villes industrielles, minières, ferroviaires, etc. : Grand Falls à Terre-Neuve, Glace Bay en Nouvelle-Ecosse, Black's Harbour au Nouveau-Brunswick, Murdochville au Québec, Copper Cliff en Ontario, Snow Lake au Manitoba, Drayton Valley en Alberta et Kitimat en Colombie britannique. Ces villes bâties autour d'une seule industrie constituent un élément dominant de la société canadienne. Lucas (1971), entre autres, en a compté 636 au Canada¹. Environ un million de Canadiens habitent ces villes et beaucoup d'entre eux y ont grandi et sont allés s'installer par la suite dans des agglomérations plus importantes.

Le mode de vie dans ces localités est dans une grande mesure façonné par leur faible étendue. Quelques-unes seulement ont une population supérieure à 10 000 habitants; elles ont par conséquent beaucoup de traits communs avec n'importe quelle petite ville, quelle que soit leur assise économique. Malgré le mythe d'un Canada urbain, près de la moitié des Canadiens vivent dans des localités de moins de 30 000 habitants et sont bien familiers avec les particularités de la vie dans ces villes à industrie unique. Le Canada est en grande partie un pays² de petites villes.

-
1. Lucas se fonde sur la définition courante selon laquelle 79 % au moins de l'effectif de la main-d'oeuvre de la localité doit être employé dans l'industrie unique et ses établissements auxiliaires. Il ne donne malheureusement pas de liste de ces localités. Des listes partielles se trouvent dans Robinson (1962) et Marsh (1970, pp. 183-188). The Centre of Community Studies, Université du Manitoba (1968) possède une carte géographique donnant la répartition générale de ces localités.
 2. Lucas (1971, pp. 4-11) contribue grandement à invalider le mythe selon lequel le Canada est un pays urbain.

Les villes à industrie unique sont également façonnées par leur isolement géographique. La majorité des localités se trouvent dans les régions nordiques, à population clairsemée, loin de la ceinture agricole densément peuplée. De ce fait, elles ont beaucoup de traits communs avec les localités non industrielles du Nord canadien, la région intérieure accidentée de Terre-Neuve, et les autres régions non développées.

La ville à industrie unique se distingue néanmoins des autres. De nombreuses études relatives à la vie dans les petites villes aux Etats-Unis, par exemple, ont porté essentiellement sur les effets de l'industrialisation sur des localités auparavant stables et autonomes. Les villes à industrie unique, en revanche, sont nouvelles et constituent, pour une grande part, une création de l'ère industrielle.

" ... Les villes canadiennes à industrie unique sont les produits du vingtième siècle, de l'ère industrielle et technologique. Ce sont des localités d'aujourd'hui, correspondant à une réalité qui n'a pratiquement aucun passé. Ces sont des villes nouvelles ... Leurs habitants ne se bercent pas de souvenirs d'une époque révolue; ils savent que leur ville, leurs emplois et leur vie dépendent essentiellement de la science et de la technologie du vingtième siècle ... Ce sont des hommes, des femmes et des enfants du vingtième siècle. " (Lucas, 1971, pp. 19 et 20.)

Au coeur de la vie de ces localités, il y a avant tout le facteur de la dépendance. Les habitants de la localité sont tributaires d'un seul et unique employeur. Leur bien-être économique et social est fortement subordonné à des éléments extérieurs, tels le marché des denrées, la disponibilité du capital, etc. De fait, comme ces localités sont essentiellement des usines filiales, les décisions importantes pour la vie de la localité sont prises dans des villes éloignées et souvent étrangères¹. Non seulement l'industrie unique, l'entreprise elle-même, détermine-t-elle, dans une grande mesure, le bien-être économique et social des habitants de la localité, mais elle façonne également leur vision du monde.

Méthode

La présente étude s'efforce de résumer et de synthétiser ce que l'on sait des caractéristiques sociales des villes bâties autour d'une seule industrie au Canada. Les publications préliminaires parues sous l'égide de l'UNESCO indiquent qu'il y a peut-être de fortes analogies entre l'expérience canadienne et celle de quelques autres pays, en particulier l'Australie²,

1. Cet aspect des villes à industrie unique a été peu étudié. Il y a une exception cependant, les considérations de Watkins (1973, pp. 115-121) sur la domination étrangère des industries primaires canadiennes.
2. On projette une étude à long terme des villes minières isolées de l'ouest de l'Australie. Les observations de Oeser suggèrent qu'il y a peut-être un certain nombre d'analogies culturelles et géographiques importantes (dans Siemens, 1973). (Voir UNESCO, 1974.)

mais la rareté des recherches interculturelles rend les comparaisons entre pays extrêmement difficiles¹. Une comparaison méthodique étant impossible, le présent rapport se limitera essentiellement aux études et aux recherches publiées au Canada.

Il est difficile, en fait, de tracer un tableau général de ces villes au Canada. Leurs caractéristiques sociales varient selon la région, leur importance, leur isolement relatif, leur histoire, leur stade de développement et leur aménagement. La majeure partie de la documentation dans le passé n'avait aucun caractère scientifique, dépeignant souvent d'une façon romancée le Grand Nord canadien. Ce n'est que depuis une dizaine d'années que le sujet est devenu l'objet d'études méthodiques approfondies. L'essentiel de ces travaux a pris comme point de départ le problème bien documenté du rythme élevé de la migration dans les villes à industrie unique. Ce roulement de la population entraîne non seulement des dépenses élevées pour la compagnie établie dans ces villes, mais gêne le développement de la localité et rend difficile toute planification à long terme². Il n'est donc pas surprenant qu'une bonne partie de la recherche ait porté sur les causes et les conséquences de cette fluctuation de la population. La recherche en ce domaine peut être divisée en cinq grandes parties :

a) Les caractéristiques sociales des migrants

Cette recherche s'efforce de déterminer les caractéristiques sociales des personnes attirées dans ces localités et de celles qui ont le plus de chances de les quitter³. Elle démontre que les localités attirent une population jeune, extrêmement mobile, composée de couples et de jeunes célibataires, surtout des hommes mais aussi quelques femmes. Ce sont les familles avec enfants qui sont les plus susceptibles d'y rester à demeure.

-
1. La majeure partie de la documentation existante sur les localités fondées sur l'exploitation des ressources naturelles dans les autres pays se borne à l'historique et à la description de ces villes. Par exemple, Armstrong (1965) décrit les villes minières isolées dans le nord de la Russie. Il fait état de la haute main de l'Etat sur les établissements humains et la migration, mais il ne traite pas des conséquences sociales, sauf pour décrire les diverses populations qui se sont installées à l'origine dans ces localités.
 2. Moss donne le détail des frais de remplacement dans lesquelles entrent les annonces, les entrevues, les déplacements et la formation (dans Siemens, 1973, p. 21). Il est évident que même dans les cas où le taux de roulement ne dépasse pas celui de l'industrie en général, les frais de cette migration seront vraisemblablement plus élevés dans une ville à industrie unique. (Voir également Macmillan et coll., 1974.)
 3. Voir, par exemple, Matthiasson (1971) et Jackson Poushinsky (1971).

b) Les perceptions des habitants concernant la qualité de vie

Matthiasson (1970), entre autres, a fait une enquête auprès des habitants d'une localité à industrie unique sur ce qu'ils attendaient de la vie dans leur localité et sur les jugements de valeur qu'ils portaient sur elle¹. Les conclusions de cette étude montrent que les habitants des villes à industrie unique se préoccupent surtout de l'existence de commodités physiques et sociales, loisirs et logement, par exemple, et trouvent très gênant leur accès limité aux agglomérations du Sud.

c) Les évaluations objectives sur la qualité de la vie

Cette recherche particulière est peut-être bien sujette à caution car les critères d'évaluation des éléments comme l'aménagement physique de la ville, les installations de loisirs et les logements sont bien vagues, et les sociologues ont utilisé des critères sensiblement différents.

En outre, une grande partie de cette étude consiste presque essentiellement en une série d'impressions. Certaines constantes se dégagent toutefois des diverses constatations². Les installations et l'organisation sociale semblent être de qualité supérieure à celles qu'on trouve dans la plupart des petites villes ordinaires. Les installations de loisirs, les logements et les écoles, par exemple, sont généralement de grande qualité, souvent en raison de l'aide financière apportée par l'entreprise. Comme dans les autres petites villes, les services médicaux et sociaux tendent à être sous-développés. L'accessibilité et la qualité de ces services prennent une importance particulière dans les villes à industrie unique parce qu'elles sont isolées des autres localités.

Des recherches fragmentaires ont porté sur le secteur plus abstrait des problèmes sociaux³. On note une certaine préoccupation de la population concernant la délinquance chez les jeunes, la forte consommation d'alcool, en particulier chez les autochtones, et les problèmes de santé mentale chez les femmes, mais ces questions n'ont pas fait l'objet d'études méthodiques.

1. Voir aussi Barclay et coll. (1974) et Cram (1972).

2. Une récapitulation récente et utile de ces études apparaît dans Riffel (1975). (Voir également Robinson, 1962.)

3. Voir, par exemple, Nickels et Kehoe (1972) et Spearman (1975).

d) Evaluation des conditions de travail

Cette partie de la présente étude porte surtout sur les aspects objectifs des conditions de travail, sur l'horaire, les quarts et la sécurité; les données recueillies ont permis de constater qu'elles sont comparables aux conditions que l'on retrouve dans l'industrie en général¹. Les salaires et les avantages sociaux sont peut-être un peu plus élevés pour compenser le coût de la vie plus élevé.

e) Participation des citoyens

Wichern (1972) a souligné qu'une dimension importante de la qualité de la vie est la participation des citoyens à la vie de la ville, surtout dans la prise de décision au niveau local. Un certain nombre de recherches ont porté sur la participation des habitants à l'activité des associations bénévoles; Wichern a lui-même rédigé une étude approfondie sur la participation à la vie politique². Les constatations indiquent que même s'il y a une grande participation aux activités sociales, le sentiment communautaire ou d'appartenance est plutôt faible. Ce résultat est tout différent du tableau peut-être un peu trop romancé qu'on peint généralement de la vie dans une petite ville.

On trouve beaucoup d'éléments utiles dans la documentation existante sur les villes à industrie unique, mais elle comporte également de graves lacunes. Plusieurs sujets importants, comme la stratification sociale, les institutions religieuses et les relations interpersonnelles ont été relativement négligées. En outre, alors que quelques localités seulement, Churchill et Thompson par exemple, ont fait l'objet d'études minutieuses, la plupart des petites localités à industrie unique, des petites villes forestières ou ferroviaires ont été pratiquement ignorées. Le problème le plus grave est peut-être que ces études demeurent fragmentaires. La plupart examinent les aspects d'une ou deux localités; il existe peu d'études comparatives.

Les travaux de Rex Lucas font cependant exception (1971). En utilisant les données quantitatives et qualitatives, les siennes et celles d'autres chercheurs, sur les localités de toutes les régions du Canada, il a dressé un tableau d'ensemble comparatif qui est devenu la source fondamentale de renseignements sur la vie dans les villes à industrie unique. Il s'est également efforcé de traiter d'un grand nombre d'aspects négligés dans les études précédentes. M'appuyant sur ses travaux et sur les études ultérieures qui les modifient et les prolongent, je tenterai de faire une description générale des villes à industrie unique.

1. Macmillan et coll. (1974) et Cram (1972) sont au nombre des rares études sur les conditions de travail.

2. Voir également Kerri (1971), Laskin (1961), Reid et Frideres (1971) et l'étude de l'Université Queen (1953).

Sommaire

Il faut reconnaître que la vie d'une collectivité se déroule dans le contexte d'une société plus large, et que les villes se développent et se modifient d'année en année. Le chapitre premier traite de ces questions et établit le contexte dans lequel se situe le reste du présent rapport. Le chapitre II décrit la structure d'une ville par l'examen du système de stratification sociale. Le chapitre III est consacré aux principales institutions locales : installations de loisirs, biens et services, services de santé, écoles et églises. Le chapitre IV examine comment le système s'articule dans l'interaction quotidienne. Le chapitre V récapitule les principales constatations et étudie leur portée sociale.

La création d'une nouvelle ville à industrie unique au Canada

Dans le passé, les villes patronales étaient souvent considérées par les entreprises comme des établissements temporaires; une fois qu'on avait fini d'exploiter les ressources en cause, la ville était ordinairement abandonnée. Ces villes offraient des possibilités d'emploi aux travailleurs non qualifiés, mais ne se préoccupaient pratiquement de rien d'autre. Les installations étaient provisoires, et il n'y avait aucune organisation sociale. Aujourd'hui, cependant, les industriels, les urbanistes et les représentants du gouvernement reconnaissent le fait que les villes à industrie unique sont un élément important et permanent de la société canadienne. Riffel (1975) relève quatre facteurs principaux qui ont constitué les agents de changement dans la nouvelle ville à industrie unique.

a) Les localités sont plus isolées.

Les possibilités de créer des industries primaires dans des localités établies, ou à leur proximité, ont diminué; la frontière des ressources a été repoussée encore plus au nord des localités existantes et, par conséquent, des installations et des structures sociales qu'elles offrent. De plus, à cause de cet isolement, les possibilités de diversification économique sont extrêmement limitées.

b) Les localités sont plus axées sur la technologie.

Vu la nécessité de recourir à une technologie plus poussée, l'industrie a dû importer plus de travailleurs spécialisés et de professionnels. En général, ces hommes escomptent un niveau et une qualité de vie plus élevés.

c) Les localités sont plus soigneusement aménagées.

Dans le passé, l'aménagement était souvent confié à un des directeurs de l'entreprise qui n'était aucunement qualifié dans ce domaine et avait peu de temps à consacrer aux questions intéressant la collectivité (Wichern,

1972, pp. 110, 124). Devant la difficulté de fournir le niveau de vie supérieur que la population exigeait, l'entreprise privée a eu davantage recours aux services d'urbanistes pour la construction et l'aménagement des villes¹.

d) Les villes patronales deviennent des villes publiques.

Depuis toujours, les villes étaient créées et aménagées en grande partie par l'employeur principal, qui assurait non seulement les salaires, mais également le logement, les utilités publiques et toute une gamme d'autres services. Certains aspects de la ville patronale existent encore aujourd'hui, mais on observe depuis quelque temps une participation et une intervention plus grandes de la part du gouvernement dans leur aménagement. Néanmoins, les rôles respectifs de l'entreprise privée, du gouvernement et des citoyens dans la construction et l'aménagement de la ville demeurent mal définis.

Certains chercheurs ont émis l'opinion que la plupart des architectes des villes à industrie unique ont échoué, précisément parce qu'ils n'ont pas tenu compte des caractéristiques démographiques et sociales bien particulières de ces localités². Toute étude de ces aspects de la vie dans ce genre de ville doit en effet tenir compte du fait qu'aucune ville n'est statique et qu'au fur et à mesure de son développement, ses caractéristiques sociales et démographiques changent.

Les étapes de l'aménagement

Lucas (1971) divise en quatre étapes l'aménagement des localités à industrie unique³. La première étape, celle de la construction, correspond au premier essor. Les travaux de construction étant en cours, la ville, à ce stade, attire une population extrêmement mobile disposée à faire beaucoup de sacrifices à court terme pour gagner rapidement de l'argent. Le rapport entre le nombre d'hommes et de femmes atteint souvent 10 pour un et le roulement de population est très élevé (Robinson, 1962). Au cours de cette phase, des manoeuvres locaux sont parfois embauchés, mais ils ne constituent qu'une minorité; il s'agit généralement d'autochtones⁴. C'est cette population de travailleurs migrants, formée surtout d'hommes, qui explique la réputation habituelle de ces villes de pionniers : ivrognerie, désordre sur la voie publique, délits mineurs, etc. (Spearman, 1975; Lucas, 1971, pp. 35-39.)

1. Kitimat en fournit un excellent exemple. Une description de l'aménagement de Kitimat se trouve dans *Architectural Forum*, (anonyme, 1954).
2. Siemens (1973) fournit une excellente étude sur l'importance des facteurs sociaux souvent négligés dans l'aménagement des localités.
3. Riffel (1975) donne une analyse plus détaillée des premières phases de l'aménagement.
4. Ils ont cependant plus de chances de trouver de l'emploi à ce stade que par la suite.

Pendant que la construction progresse, l'entreprise procède au recrutement de spécialistes et d'ouvriers. Au cours de cette étape, les employés choisis commencent à arriver longtemps avant que la ville ne soit construite. Beaucoup d'entre eux sont recrutés dans les autres usines de l'entreprise. Si les spécialistes acceptent assez bien la mobilité géographique comme faisant partie de leur métier, il en va tout autrement pour les employés aux échelons inférieurs. Ces derniers éprouvent en général beaucoup plus de difficultés à se réinstaller. En plus des employés de la compagnie mutés d'office, des spécialistes sont recrutés parmi les finissants des universités, et les travailleurs spécialisés parmi l'effectif général de la main-d'oeuvre, en particulier ceux qui ont une très grande mobilité géographique. (Matthiasson, 1971.) Pour ceux-ci, le pouvoir d'attraction de la localité dépend presque uniquement des possibilités d'emploi (Jackson et Poushinsky, 1971, pp. 32-40.)

Le taux de migration demeure élevé à ce stade, surtout chez les hommes mariés. (Robinson, 1962). Beaucoup de jeunes couples quittent également, souvent sur les instances de leurs femmes qui n'ont presque aucune possibilité d'emploi et qui souffrent davantage du manque de confort et de l'absence de distractions et d'installations de loisirs¹. Au fur et à mesure que les logements et les installations de la localité s'améliorent, on constate un ralentissement du taux de roulement et une diminution des problèmes sociaux caractéristiques du début. Néanmoins la population continue de se plaindre au sujet des services et des installations fournis par l'entreprise. Lucas est d'avis que l'entreprise devient un bouc émissaire commode pour les récriminations de toutes sortes, le point de mire du mécontentement. La participation de la population à la prise des décisions est lente, et le sentiment d'appartenance est presque inexistant. (Wichern, 1972.)

Au cours de l'étape de la transition, l'administration des aménagements publics et les responsabilités sont progressivement transmises par les administrateurs de l'entreprise ou représentants provinciaux aux citoyens eux-mêmes. Cela comprend le transfert aux citoyens des logements ayant jusque-là appartenu à la compagnie, qui en assurait l'entretien. Cependant, les gens expriment souvent une attitude ambivalente face à ces transferts pour diverses raisons. Les habitants de la ville ont rarement participé aux décisions initiales concernant la construction et l'aménagement; les administrateurs de l'entreprise ou de la province n'ont pas fait grand-chose pour encourager une participation de la population ou l'établissement d'un gouvernement municipal local². Naguère, l'attitude la plus courante était de laisser la compagnie s'en occuper, même lorsqu'il s'agissait de questions aussi personnelles que l'entretien ménager. Les citoyens n'ont par conséquent aucune expérience de la chose publique. De plus, même si beaucoup de personnes se plaignaient du pouvoir indu de la compagnie, ce paternalisme présentait des avantages. Jusqu'à ce moment-là, la plupart des gens avaient investi peu d'argent dans la localité et par conséquent se sentaient peu engagés envers elle. Avec le changement relatif à l'administration et, à la

1. Voir Nickels et Kehoe (1972) pour une étude de la " psychose de la femme mariée ".

2. Wichern (1972) fournit une excellente étude du rôle des administrateurs municipaux dans les villes à industrie unique.

propriété, cependant, ils devaient non seulement acheter leurs maisons, mais également payer davantage pour les services municipaux. L'entreprise peut alors continuer à exercer un rôle de direction, en particulier lorsque les citoyens se montrent réticents à participer à la prise de décision au niveau local et créent ainsi un certain vide politique. Néanmoins, au cours de cette période, on observe la formation d'une collectivité stable, avec une réduction considérable du taux de la migration, une baisse du nombre des migrants venus à titre temporaire et les premières manifestations d'une participation de la population.

Après un certain nombre d'années, la localité est en mesure de parvenir à la stabilité. A ce stade, le gouvernement municipal local a succédé à l'administration de la compagnie, bien que la direction soit entre les mains d'un nombre relativement restreint de personnes (Wichern, 1972; Forcese, 1975, pp. 30 et 31.) La stabilité acquise, la mobilité est sensiblement limitée au sein de la main-d'oeuvre adulte. Même quand les travailleurs atteignent l'âge de la retraite, ils tendent à demeurer sur place. Les employés ont consacré une grande partie de leur vie à l'entreprise, ils y ont travaillé pendant plusieurs années, ils en ont retiré de nombreux avantages, et ils ont aussi acquis des aptitudes professionnelles qui sont peut-être désuètes ailleurs. En outre, comme nous l'avons déjà indiqué, les travailleurs ont investi de l'argent dans leurs maisons.

Leurs enfants ont eux aussi de fortes chances de devenir éventuellement employés de l'entreprise. Il semble que les parents pensent souvent que la compagnie se doit d'embaucher leurs enfants. De plus, peu d'enfants sont disposés à quitter la ville pour se chercher un emploi. Selon un dirigeant syndical, cet héritage professionnel est considéré comme normal dans les villes à industrie unique :

" Un des problèmes fondamentaux du syndicat est qu'il s'agit d'une ville à industrie unique, et que cette seule et unique industrie prédomine dans la localité. Beaucoup de gens ont grandi dans cette ville et y ont passé toute leur vie. L'isolement est très marqué et beaucoup de gens ne sont jamais allés à l'extérieur. Un bon nombre de jeunes gens y sont élevés et, bien sûr, travaillent à l'usine parce que c'est l'endroit naturel où se diriger. " (Lucas, 1971, p. 93.)

Il est cependant impossible pour la compagnie d'absorber les enfants de tous ses employés, et il y a peu de chances que les entreprises s'agrandissent beaucoup, étant donné qu'elles sont tributaires d'une ressource non renouvelable. Les difficultés sont même plus grandes pour les filles car les possibilités d'emploi sont moins nombreuses. Quand elles ne veulent pas quitter la ville ou se contenter d'emplois peu rémunérateurs, les jeunes filles optent souvent pour la solution classique dans les petites villes : elles se marient jeunes. Beaucoup de jeunes gens, cependant, sont obligés d'émigrer. Certains font des études supérieures et se trouvent des professions différentes de celles de leurs parents. D'autres, en particulier ceux qui abandonnent l'école, sont tout simplement obligés de se chercher du travail ailleurs, souvent dans de nouvelles villes à industrie unique.

L'avenir des jeunes est donc précaire. Cela est également vrai, bien que d'une différente façon, pour les adultes. Revenons de nouveau à l'élément fondamental des localités à industrie unique : l'état de dépendance. Les habitants de la ville se rendent compte, au moins à certains moments, que l'entreprise pourrait fermer à cause de facteurs indépendants de sa volonté. Il est évident, par exemple, que l'exploitation de ressources non renouvelables ne peut pas continuer indéfiniment. Beaucoup de gens éprouvent des sentiments d'insécurité et traversent périodiquement des phases de pessimisme et d'apathie. Comme Riffel (1975, pp. 12 et 13) le relève si justement, seule une assise économique plus diversifiée peut permettre à une localité de parvenir à une parfaite stabilité.

Aux quatre étapes de Lucas, on pourrait donc en ajouter une cinquième, le déclin. Lorsque l'entreprise ferme, la ville ferme. La main-d'oeuvre sédentaire se retrouve sans rien ou presque. La valeur marchande d'une maison située dans une ville fantôme est absolument nulle. Les travailleurs risquent de n'avoir rien à monnayer, pas même leurs propres aptitudes professionnelles. Plusieurs sociologues ont tenté de décrire la rancœur et le désespoir des travailleurs qui ont engagé leur vie dans une ville qui se meurt¹.

L'époque est donc révolue de la ville patronale² aménagée, entretenue et gérée uniquement par une entreprise privée. Il n'en demeure pas moins que la compagnie exerce une influence considérable sur la vie de ses habitants. Dans les pages suivantes, nous examinerons les caractéristiques sociales constantes des villes à industrie unique.

1. Voir la description de Témiscamingue, au Québec, par Forcese (1975). Cottrell (1951) donne une description d'une localité à son déclin aux Etats-Unis.

2. Pour une définition de la ville patronale, voir Eberts (1958).

STRUCTURE SOCIALE

Comme on l'a vu, la compagnie est au coeur même de la vie de la communauté locale. Pour comprendre la structure sociale de cette communauté, il nous faut donc d'abord examiner l'organisation du travail à l'intérieur de l'entreprise.

Organisation du travail

1. L'embauchage

Les compagnies sont généralement des filiales de grandes sociétés, mais l'embauchage est en grande partie décentralisé et effectué non pas selon les formes réglementaires de l'entreprise mais selon les propres méthodes des agents locaux de la société. La plupart des emplois industriels subalternes exigent peu de qualifications professionnelles, et il y a peu de place à l'intérieur de ces industries pour le diplômé d'université.

On pourrait dire de l'embauchage dans les villes à industrie unique qu'il est empreint de népotisme. Une fois qu'une localité atteint la stabilité, la plupart des emplois vacants sont pourvus en puisant directement dans sa population, et Lucas (1971, pp. 139 et 140) note qu'en général les employeurs et les employés approuvent ce népotisme. En embauchant les fils de ses employés, l'entreprise peut recruter des travailleurs dont elle connaît assez bien les antécédents et qui connaissent parfaitement la nature particulière de la vie dans ces petites localités isolées. En même temps, l'entreprise répond à l'attente de ses employés qui s'attendent à ce que leurs fils trouvent du travail dans la compagnie, souvent dans le même service ou le même métier. Certaines entreprises ont essayé d'adopter des méthodes d'embauchage plus universelles en exigeant que les nouveaux employés détiennent un diplôme d'études secondaires, mais il faut se rappeler qu'on trouve ordinairement plus de diplômés d'écoles secondaires que d'emplois (Lucas 1971, pp. 116 et 117).

L'embauchage des membres du personnel de direction et de surveillance, toutefois, s'effectue d'une façon bien différente. Ces employés ont généralement été mutés d'une autre usine dans cette localité, souvent éloignée.

La plupart peuvent s'attendre à être mutés de nouveau et se montrent par conséquent peu enclins à jouer un rôle important dans les affaires de la ville. Ils ne sont pas issus de la localité; elle leur est étrangère :

" ... ils ne se sentent pas liés aux affaires locales, mais plutôt à la compagnie dans son ensemble et surtout en fonction de leur prochaine mutation. Leurs méthodes administratives varient : certains ne veulent rien bouleverser, d'autres sont envoyés pour " faire un nettoyage " dont le besoin se faisait sentir depuis longtemps; mais ces employés ne font pas partie de la ville, et ils le savent, tout comme les habitants de la ville. " (Lucas, 1971, p. 154.)

2. L'avancement

Les règles régissant la promotion sont en général clairement définies et se fondent, en grande partie, sur les droits d'ancienneté au sein de chaque spécialité professionnelle. Puisqu'une mutation d'un service à un autre, ou d'un métier à un autre signifie généralement pour l'employé la perte de ses droits d'ancienneté accumulés, ces mutations sont rares. Les employés ne peuvent chercher un meilleur emploi ailleurs dans la ville puisqu'il n'y a pas d'autres employeurs. La plupart des employés tendent à passer toute leur vie de travail dans le service ou le métier pour lequel ils ont été embauchés. Dans la mesure où il y a possibilité d'avancement, celui-ci s'obtient généralement lentement et à l'intérieur de limites précises.

3. Les heures de travail

L'entreprise fixe les heures de travail, les quarts, etc., en tenant compte dans une grande mesure du temps qu'un travailleur doit consacrer normalement à sa famille, à ses amis et à la vie locale. Cela se produit également, bien sûr, dans les localités autres que les villes à industrie unique (Riffel, 1975, p. 39; Downie, 1963, pp. 15 et 16). Pourtant, les effets des horaires de travail sur la vie privée des habitants prennent plus d'importance dans la ville à industrie unique. Cela apparaît bien évident quand on étudie certaines des répercussions sociales du travail par quarts.

Dans les villes à industrie unique, les hommes qui ont des quarts alternants ou des heures fixes de nuit ont très peu de temps disponible pour les loisirs. Ces localités sont très rarement pourvues de restaurants, de bars et de lieux de distraction ouverts vingt-quatre heures sur vingt-quatre. En outre, les hommes sont rarement en mesure de participer pleinement à l'activité des diverses associations privées dans la ville. Ils constatent ordinairement que leur choix d'amis se limite à leurs compagnons d'usine qui travaillent aux mêmes heures. C'est aussi le cas des femmes qui doivent adapter leur rythme de vie aux horaires de travail de leurs maris. Bref, " ... les heures de travail imposent des restrictions aux activités des hommes et de leurs familles, ce qui influe par contrecoup sur les institutions de la ville. " (Lucas, 1971, p. 162.)

Stratification sociale

La hiérarchie professionnelle au sein de l'entreprise est clairement reflétée au sein de la population; la stratification sociale est par conséquent plus simple et plus évidente que celle de la plupart des autres villes.

1. La hiérarchie professionnelle

Quel que soit leur domaine, la plupart des entreprises ont " des échelles bien nombreuses de classes et de salaires ". (Leyton, 1975, p. 15). La distinction la plus nette apparaît naturellement entre les membres de la direction et les autres employés. Il existe toutefois un système plus subtil de hiérarchisation entre les différents postes, selon le salaire et le prestige. A Minetown, par exemple, on fait une nette distinction entre les hommes qui travaillent en surface et les mineurs du fond. D'autres distinctions existent entre ceux qui retirent effectivement le minerai et ceux qui travaillent dans la mine à titre d'auxiliaire. (Lucas, 1971, p. 151). Ces subtiles distinctions se retrouvent dans la plupart des industries, mais elles prennent plus de relief dans l'univers clos de la ville à industrie unique.

Le niveau professionnel du mari détermine le rang social de la famille au sein de la communauté. Le fait que la plupart des habitants soient les employés de la même entreprise " élimine les niveaux équivalents et l'imprécision de la stratification sociale que l'on retrouve dans une société plus ouverte " (Robinson, 1962, p. 84). En outre, le revenu du mari et son rang professionnel sont connus dans toute la localité. Les divisions sociales risquent ainsi de prendre l'allure de castes. Les travailleurs dans les grandes villes n'ont peut-être pas tellement plus de chances de gravir les échelons professionnels, mais ils sont capables, dans une certaine mesure, de rehausser leur rang social en s'entourant des attributs et des symboles propres à la classe moyenne, même si, pour ce faire, ils doivent avoir recours au crédit et aux achats à tempérament. Les efforts d'un travailleur pour rehausser son rang social risquent fort d'être sans résultat dans une ville à industrie unique, où la stratification est rigide et se reflète nettement dans les structures des associations et de l'habitation. (Clegg, 1958.)

2. La seconde hiérarchie.

Un certain nombre de gens au sein de la collectivité ne travaillent pas pour l'entreprise. Les médecins, les prêtres, les enseignants, les employés des services publics, les petits commerçants et les ouvriers municipaux n'entrent pas dans la structure de la stratification décrite précédemment. Ceux qui travaillent ailleurs qu'à la compagnie forment une seconde hiérarchie (Lucas, 1971, pp. 148 et 149). Les médecins et les prêtres, par exemple, jouissent d'une très grande considération sociale au sein de la population, mais ils sont également tributaires de l'entreprise et de ses employés. Il est donc difficile de comparer leur position à celle, disons, du directeur de l'entreprise. Pareillement, les habitants de la ville ne compareront que rarement le rang social d'un chauffeur de taxi, par exemple, avec

celui d'un travailleur industriel. Les chauffeurs de taxi sont considérés comme distincts et traités comme tels, bien qu'on reconnaisse d'une façon générale que le manoeuvre municipal est au bas de l'échelle, quel que soit le classement. Il y a, de ce fait, deux systèmes parallèles de stratification sociale fondés essentiellement sur le système de classement à l'intérieur de l'entreprise.

3. La stratification ethnique

Dans les villes à industrie unique, la répartition des postes se fait depuis longtemps en tenant compte de l'appartenance ethnique¹. La stratification ethnique qui en résulte reflète d'une façon caractéristique celle de la société en général. Les directeurs et les spécialistes sont généralement des Canadiens anglais, les simples travailleurs sont généralement des immigrants européens, des Canadiens français et des Amérindiens. De nombreuses preuves viennent attester, par exemple, des difficultés particulières que rencontrent les Amérindiens -- Indiens, Inuit et Métis -- dans leurs efforts pour parvenir à un niveau de vie plus acceptable, bien que cela ne soit pas particulier aux villes à industrie unique. (Voir, par exemple, Riffel, 1975, pp. 56 et 57.) Mais cette différenciation ethnique est peut-être plus dure et tenace dans les villes à industrie unique en raison de la nette dichotomie entre la direction et les employés. Le népotisme et les méthodes d'embauchage caractéristiques de la compagnie produisent souvent des structures fondées sur des préférences ethniques et, comme on l'a déjà noté, une fois qu'un employé a été embauché, sa mobilité est restreinte.

4. La mobilité

La stratification dans les villes à industrie unique est singulièrement hermétique; la mobilité verticale est réduite au minimum. Les travailleurs n'accèdent pas au palier de direction; ils font partie d'un système local, alors que la direction se veut dans un système cosmopolite². En général, ceux qui sont aux plus hauts échelons de l'entreprise, tels les propriétaires et les membres de la haute direction, habitent ailleurs. Les obstacles à la mobilité à l'intérieur de la compagnie prennent manifestement beaucoup d'importance dans une ville à industrie unique; il n'existe pas d'autres voies pour accéder à des postes plus élevés. (Jackson et Poushinsky, 1971, p. 131.)

-
1. On trouvera une excellente étude historique du rapport entre les emplois et l'appartenance ethnique dans Bradwin (1928).
 2. Tribble (1973) a traité de ces structures locales et cosmopolites dans son étude sur une ville du Nouveau-Brunswick dont l'industrie unique est une fabrique de pâte à papier.

Du fait que les spécialistes et le personnel dirigeant présentent une mobilité horizontale très élevée, ou au moins s'attendent à une certaine mobilité géographique, ils montrent souvent peu d'empressement à s'occuper des affaires municipales ou à participer à l'activité d'associations privées qui servent d'intermédiaires. (Reid et Frideres, 1971, pp. 56 et 57). Ainsi, les hommes d'affaires, les prêtres et les médecins sont appelés à assurer beaucoup de postes de direction et deviennent de la sorte démesurément influents. (Forcese, 1975, pp. 30 et 31; Laskin, 1969, pp. 20-22.)

5. Les syndicats

La plupart des travailleurs industriels dans les villes à industrie unique sont syndiqués. (Riffel, 1975, p. 39.) Les syndicats locaux, toutefois, ne sont pas forts et aucunement militants; leurs assemblées attirent peu de monde. Le syndicat participe rarement aux affaires municipales. Il y a peu de grèves et, lorsqu'il y a des négociations, elles se font généralement sur un mode amical.

Les travailleurs dans ces localités ne semblent pas se considérer comme un groupe ayant des intérêts communs. Ils ne représentent pas, par exemple, un bloc de suffrages sur lequel on puisse compter. Ils ne semblent pas se préoccuper beaucoup de la subordination de leur ville à une usine filiale ou de l'absentéisme des propriétaires, qu'ils soient canadiens ou étrangers. Ils n'expriment ordinairement leur solidarité qu'en fonction de leur appartenance commune à une ville à industrie unique, vulnérable à des facteurs impersonnels sur lesquels ils estiment n'avoir aucune prise¹. Les propos d'un mineur se mourant du cancer du poumon illustrent bien le fait que la compagnie est généralement considérée comme faisant partie du groupe :

" On ne peut pas dire, à mon avis, que la compagnie est vraiment responsable. Ce sont eux qui doivent offrir les emplois et ils ne vont pas me dire ce qui se passe, ou alors ils devront peut-être fermer la mine. Ils continueront à exploiter la mine aussi longtemps qu'ils le pourront. Non, on ne peut pas tenir la compagnie responsable. " (Dans Leyton, 1975, p. 99.)

Pour ce mineur, les intérêts de l'entreprise et de la communauté coïncident : continuer à exploiter la mine.

L'absence d'appui syndical et l'esprit de caste sont peut-être dus en partie à la prospérité précaire de ces collectivités. (Forcese, 1975, p. 29.) Les revenus tendent à être plus élevés que la moyenne au Canada et il y a

1. Cette étude s'appuie essentiellement sur les données de Lucas, lequel reconnaît lui-même que cet important aspect des sentiments intra-groupe/hors-groupe exigerait une recherche beaucoup plus poussée. Voir l'étude de Cram (1972) sur les besoins prioritaires des mineurs dans une ville à industrie unique.

peu de chômage dans la population adulte masculine. (Riffel, 1975, pp. 32 et 39.) La plupart des travailleurs se disent satisfaits de leurs conditions de travail. (Matthiasson, 1971.) De plus, les travailleurs recrutés au tout début n'avaient généralement pas d'antécédents syndicaux¹; le roulement élevé du personnel à ce moment-là rendait difficile la formation d'un syndicat puissant et posait un problème au syndicat tout comme à l'entreprise (Voir Reid et Frideres, 1971, pp. 56 et 57.) Enfin, les dirigeants syndicaux locaux se considèrent souvent comme coupés de leur propre direction centrale; ils estiment que la direction générale du syndicat ne comprend pas beaucoup la situation locale. L'opinion générale semble être qu'un syndicat militant pourrait mettre la ville en péril².

Pour résumer, qu'il suffise de citer un travailleur de l'une de ces villes : " Nous avons un emploi dans cette ville et nous y habitons; le reste n'est que politique. Peu importe vraiment qui est le véritable propriétaire de la ville. " (Lucas, 1971, p. 145.)

-
1. Voir, par exemple, l'étude de Clark (1971) sur le travailleur émigrant des régions rurales du Québec.
 2. Willmott (1962) soulève ce même aspect dans sa description d'une ville qui est pratiquement à industrie unique dans les provinces des Prairies.

INSTITUTIONS LOCALES

Distractions et loisirs

Les sociologues et les travailleurs sociaux se préoccupent de plus en plus de la disponibilité des loisirs, surtout que les travailleurs ont de plus en plus de temps libre. Le problème des loisirs prend probablement un caractère beaucoup plus urgent dans les petites localités où les installations et les lieux de divertissement sont limités. Pourtant presque toutes les études sur les villes à industrie unique notent la grande qualité et la variété des installations existantes et la participation élevée de la population¹.

" La participation aux loisirs est une des particularités marquantes de la vie au sein d'une entreprise unique, notamment les clubs de quilles, les troupes scoutes, les clubs de pêche et de chasse, les associations bénévoles, les clubs sociaux et les associations communautaires. " (Wichern, 1972, p. 109.)

L'existence d'installations de loisirs et de possibilités de divertissement semble être une des préoccupations primordiales des habitants de ces villes. (Matthiasson, 1970 p. 12.)

Les entreprises ont répondu de façon positive à cette préoccupation en prodiguant une aide financière généreuse; la direction en général est également d'avis que ces activités sont importantes, en particulier pour renforcer la stabilité de la main-d'oeuvre. (Université Queen, 1953, p. 173.)

L'aménagement d'un centre récréatif est souvent l'un des premiers services que fournit l'entreprise. La fonction première de ces centres est évidemment de procurer des loisirs hors de chez soi, mais ils peuvent avoir aussi les conséquences imprévues et exercer, par exemple, une fonction d'intégration, en réunissant des personnes qui, autrement, n'auraient aucune interaction. (Lucas, 1971, pp. 199-201; Kerri, 1971.) Cela risque moins de

1. La sociologue et urbaniste Lois Murphy s'est préoccupée tout spécialement des installations de loisirs et de divertissement quant elle a dressé les plans de Kitimat. (Anonyme, 1954, p. 135.)

se produire si le centre de loisirs n'est qu'une salle de musique de l'église ou de l'école. Les loisirs peuvent être réservés aux membres de la paroisse, et l'église peut exercer une surveillance sur l'utilisation de la salle; dans les deux cas, les loisirs seront probablement fragmentés. (Lucas, 1971, p. 202.)

Mis à part les centres de loisirs, le grand nombre d'associations privées et de clubs de toutes sortes confirment l'opinion selon laquelle les villes à industrie unique possèdent généralement un système de loisirs bien organisé, et peut-être même trop bien structuré. Mais cette opinion appelle certaines réserves. Premièrement, l'éventail des loisirs dans ces localités est très limité.

La faible population ne peut pas apporter son soutien à toutes les associations particulières qui se forment, et ce que les dirigeants de ces associations désignent comme de l'apathie de la part de la population ne reflète peut-être que le fait qu'il n'y a pas assez de monde. (Lucas 1971, p. 219.) Comme la population ne peut soutenir qu'un nombre limité de loisirs, il y a peu d'entreprises commerciales. On ne trouve par exemple, que bien peu de cinémas, de théâtres, de restaurants de qualité, ou de débits de boisson. Cependant lorsqu'il y a un pub il devient vite le lieu de rencontre par excellence. (Riffel, 1975, p. 26.) Les possibilités commerciales étant limitées, l'insistance est mise sur les loisirs à participation active plutôt que sur les loisirs de spectateurs passifs. Pour ces derniers, il faut en effet généralement faire appel à un spécialiste qu'on ne trouve pas toujours dans une petite ville et rarement d'une façon permanente.

Deuxièmement, les possibilités de loisirs spontanés semblent être limitées. La plupart des loisirs dont nous avons parlé se pratiquent d'une façon organisée et exigent généralement d'être membre d'une association ou d'un club. On ne peut, à l'impromptu, aller jouer aux quilles, aller au théâtre, etc. Ce facteur donne une importance accrue aux petits cercles de la famille et des amis au sein desquels sont pratiqués les loisirs non organisés. (Riffel, 1975, p. 45.)

Enfin, la plupart des loisirs organisés visent à répondre aux exigences des enfants, en particulier des garçons (Robinson, 1962,; Spearman, 1975, p. 57); on se préoccupe peu, de toute évidence, des besoins des femmes. (Riffel, 1975, pp. 25 et 26.) La situation est particulièrement ironique car la plupart des femmes ne travaillent pas et ont donc plus besoin de ces services. (Nickels et Kehoe, 1972, p. 21.) Surtout dans les villes isolées du Nord, les femmes mariées souffrent communément d'une fièvre ou d'une claustrophobie particulière et il est de notoriété publique qu'elles font grand usage de divers remontants. (Siemens, 1973, p. 24.)

Le problème s'en trouve aggravé si la localité est petite et isolée. Plus la ville est petite, plus son éventail de loisirs sera étroit; plus elle est isolée, moins elle sera en mesure d'avoir un accès direct et rapide aux plus grandes agglomérations où on peut trouver ces divertissements.

Biens et services

Un autre sujet de préoccupation pour les habitants de ces villes est celui de leur revenu par rapport au coût élevé de la vie. (Matthiasson, 1970, p. 12.) Cette réaction est particulièrement marquée dans les localités plus isolées où les frais de transport peuvent se répercuter sur le coût de la vie, surtout sur celui de l'habitation. Etant donné, toutefois, que beaucoup d'entreprises accordent toute une gamme d'aides pécuniaires directes et indirectes à leurs employés, le coût de la vie élevé est moins fréquemment un sujet de plainte qu'on ne pourrait s'y attendre. (Riffel, 1975, p. 30.)

Le manque de concurrence est par contre un sujet de plainte persistant chez les consommateurs. (Voir Barclay et coll., 1971, p. vi.) Cette situation provoque chez les gens le sentiment d'être exploités, car ils considèrent que les monopoles de la vente au détail peuvent entraîner non seulement des prix plus élevés, davantage encore que les frais de transport, mais aussi des services et des produits de qualité inférieure; on reconnaît ce mécontentement, par exemple, au sujet du manque de variété et de choix dans le cas de certaines marchandises, comme les vêtements¹. (Barclay et coll., 1974, p. 80.) Le ressentiment risque d'être avivé si un groupe ethnique, les juifs ou les Canadiens français, par exemple, possède la plupart des magasins de détail; il est possible alors que les opinions stéréotypées sur les groupes ethniques s'en trouvent renforcées. Lucas, par exemple, note qu'il n'est pas inhabituel d'entendre parler de magasins juifs. (Lucas, 1971, pp. 227 et 228.)

Les villes à industrie unique ne disposent généralement pas des services professionnels habituellement disponibles dans les grandes agglomérations. Peu d'avocats, par exemple, sont attirés à pratiquer leur profession dans une localité à industrie unique. La majeure partie des affaires d'ordre juridique de l'entreprise ou du syndicat sont réglées aux sièges de l'une et de l'autre par des avocats des grandes villes et il n'y a par ailleurs, que peu de transactions dans le domaine immobilier. (Lucas, 1971, pp. 235 et 236.)

Une des façons de se libérer des prix élevés et du choix limité de biens et de services est de se rendre périodiquement dans les plus grandes villes du Sud, surtout pour des achats importants comme les meubles et les appareils ménagers. (Nickels et Kehoe, 1972, p. 23.) Ceux qui gagnent les revenus les plus faibles et qui sont par conséquent les plus durement touchés par le coût élevé des biens et des services, sont, naturellement, les moins capables de le faire régulièrement.

1. Assez ironiquement, certaines personnes étaient à ce point indignées par la situation dans le commerce de détail qu'elles proposaient que les entreprises de la ville prennent en main les magasins. (Lucas, 1971, p. 229.) On trouvera une description des biens et services dans la ville patronale d'antan, dans Herring (1949). L'étude de l'Université Queen (1953) consacre tout un chapitre à une comparaison entre le magasin appartenant à la compagnie et le magasin appartenant à un particulier.

Les services de santé

La qualité médiocre des services de santé est déplorée dans les villes à industrie unique, notamment par les femmes. (Matthiasson, 1970, p. 17.) La plupart des villes à industrie unique sont bien trop petites pour pouvoir offrir une gamme complète de services médicaux. En fait, nombre de ces localités, surtout celles de moins de 10 000 habitants, n'ont aucun médecin¹. On y rencontre donc, évidemment, des difficultés particulières dans les cas d'urgence et, de façon plus générale, les soins médicaux deviennent plus onéreux, en temps et en argent.

Néanmoins, en ce qui concerne les soins médicaux élémentaires, on trouve rapidement d'autres solutions.

Les anciennes spécialités pharmaceutiques, tels les remèdes contre le rhume, prennent plus d'importance dans ce genre de localité. Le fournisseur de médicaments devient un conseiller; il recommande le remède universel qui guérit définitivement la toux. Les remèdes de bonne femme se transmettent de famille en famille; les maux sont soignés à l'aide de cataplasmes de solutions de sel, de grogs chauds, de sels Kruschen, de cachets contre les maux de dos et aux reins, de bicarbonate de soude, d'huile de foie de morue, de toniques, de pilules pour le foie et de liniments. Ces villes sont la chasse gardée de l'almanach des spécialités pharmaceutiques. (Lucas et Himelfarb, 1971, p. 9.)

Les grands-parents, les infirmières locales, et quiconque possédant quelques connaissances médicales, en viennent à faire partie de ce système parallèle permettant de maintenir un minimum de services de santé. Un tel système est cependant moins susceptible de se constituer dans les localités qui ont eu un médecin dans le passé mais n'ont pu le garder. (Lucas et Himelfarb, 1971, pp. 9 et 10.)

Il est intéressant de noter que lorsque ces petites localités obtiennent effectivement un médecin, c'est généralement à cause de l'influence de la compagnie. L'entreprise a toujours contribué grandement à fournir dans la mesure du possible des services de santé locaux. Les villes moins petites peuvent attirer plus facilement un ou plusieurs médecins, bien que cette situation présente également des problèmes particuliers. Ces médecins se voient isolés de leurs autres collègues, mais sont par contre très en vue sur les plans professionnel et social. Un médecin risque peut-être davantage d'acquérir la réputation de faire des erreurs dans une petite localité où ses services sont discutés ouvertement par la population. Même la vie sociale du médecin est passée au crible. (Voir Magill, 1967, pp. 26 et 27.) Cette particularité fait qu'il est parfois difficile aux gens de la localité de garder confiance en leur médecin, ce qui crée manifestement un problème quand il est le seul praticien.

1. Des données quantitatives établissant le rapport entre l'importance de la localité et les services de santé en Ontario se trouvent dans Lucas et Himelfarb (1971).

Même quand il y a plusieurs praticiens dans la ville, il n'existe jamais ce qu'on pourrait appeler une équipe médicale complète. Alors que l'exercice de la médecine dans les centres urbains tend vers une spécialisation toujours plus grande, ces petites localités jouissent d'installations médicales restreintes et de peu de spécialistes. Les dentistes y sont rares. (Lucas, 1971, pp. 269 et 270.) On n'y trouve pratiquement aucun psychologue, psychiatre ou travailleur social. (Spearman, 1975, p. 25.) Les hôpitaux sont peu nombreux et leurs installations restreintes¹. (Riffel, 1975, p. 44.) Il y a un taux de migration élevé chez les professionnels de la santé, ce qui se traduit par un manque de continuité dans les services de santé. Cette situation risque d'être particulièrement néfaste quand il s'agit de problèmes de santé mentale; elle peut également engendrer chez les malades une plus grande dépendance vis-à-vis les médicaments. (Nickels et Kehoe, 1972, p. 16; Siemens, 1973.)

Ce tableau plutôt sombre² sur les services de santé semble être fonction de la faible population de ces villes, de leur isolement et de la difficulté d'y attirer et d'y garder des médecins. Devant ces difficultés, l'entreprise a souvent contribué à attirer quelques médecins pour travailler pour la compagnie et la ville. Là encore, comme Lucas (1971, p. 272) l'indique, les habitants de la localité se trouvent incapables de jeter le blâme sur un individu en particulier, ils se sentent impuissants à changer les choses et se montrent passifs et pessimistes.

Enseignement

Les habitants des villes bâties autour d'une seule industrie n'ont en général rien à reprocher au sujet de la qualité de l'enseignement. (Riffel, 1975, p. 36.) Il est possible que ce fait s'explique en partie par la qualité généralement élevée de l'enseignement secondaire. (Voir Husby, 1971.) Les installations sont la plupart du temps comparables à celles des grands centres urbains. Il y a, toutefois, deux autres facteurs qui expliquent peut-être cette attitude positive vis-à-vis l'éducation.

Premièrement, le niveau moyen d'instruction des habitants est généralement assez bas. Comme on l'a indiqué plus haut, la plupart des emplois industriels n'exigent pas d'instruction formelle. Autrefois surtout, il était possible d'obtenir des emplois d'ouvriers semi-qualifiés relativement bien rémunérés qui ne nécessitaient qu'un minimum de formation dans l'usine elle-même; beaucoup de familles dévaluent donc l'instruction dans les écoles. En d'autres termes, le faible niveau d'instruction des habitants réduit souvent les aspirations pour leurs enfants sur le plan de l'éducation. (Riffel, 1975, p. 36.) Cette attitude ne signifie pas que les enfants dans les villes à industrie unique manifestent des aspirations plus modestes que d'autres (Peach, 1970), mais plutôt qu'ils ne voient pas le rapport entre leur niveau d'instruction et leurs objectifs professionnels.

1. Voir également l'étude sur les services de santé de Spearman (1975.)

2. Comme Riffel (1975, p. 58) l'indique, la situation semble encore pire pour les Amérindiens.

Toutefois, les opinions varient considérablement au niveau familial en ce qui concerne l'éducation. Ces attitudes sont liées à l'origine ethnique et au rang socio-économique à l'intérieur du système de stratification sociale. Les parents d'origine britannique, par exemple, sont ceux qui généralement attachent le plus de valeur à l'éducation pour leurs fils et leurs filles. Ils estiment important que leurs filles aient une profession et une certaine indépendance et que leurs fils s'orientent vers une profession supérieure à celle de leur père¹. Ces familles sont les plus portées à faire comprendre à leurs enfants que leur profession est fonction de leur niveau d'instruction. (Lucas, 1971, p. 288.)

Beaucoup de parents francophones, ayant généralement des emplois d'ouvriers semi-spécialisés ou de manoeuvres, manifestent peu d'intérêt pour l'éducation, en faisant valoir que leurs fils occuperont probablement des emplois analogues aux leurs. (Lucas, 1971, p. 289.) Les études secondaires sont peut-être considérées comme convenant mieux aux jeunes filles. La dévaluation de l'éducation est encore plus évidente dans les familles autochtones. Les parents ont rarement fréquenté l'école eux-mêmes et il est peu plausible qu'ils encouragent leurs enfants à poursuivre leurs études. (Riffel, 1975, p. 58; Lucas, 1971, p. 289.) Il n'est donc pas surprenant que les enfants des ouvriers, surtout parmi certains groupes ethniques, trouvent difficile de résister à l'opportunité d'un emploi bien payé, même temporaire ou saisonnier à condition qu'il exige peu de compétence.

Deuxièmement, les attitudes de beaucoup de travailleurs au plus bas échelon semblent refléter le manque d'articulation entre les structures de l'éducation et de l'emploi dans les villes à industrie unique. Ces villes offrent rarement d'autres possibilités que l'enseignement secondaire général. Il n'existe pas de programmes d'études ou, ce qui serait particulièrement important dans des villes à industrie unique, de programmes de formation professionnelle poussée ou de recyclage. (Spearman, 1975, p. 24; Riffel, 1975, p. 36.) Peu d'industries possèdent un programme d'apprentissage bien organisé². Le manque d'enseignement technique ou professionnel crée une situation assez curieuse, car les élèves n'obtiennent pas dans les écoles la préparation nécessaire pour travailler dans leur propre milieu. Ce système semble encourager les élèves à abandonner l'école pour prendre des emplois demandant peu de qualification professionnelle ou à poursuivre des études qui les préparent à des emplois de bureau qui n'existent généralement pas dans leur propre ville.

-
1. Pour obtenir des données sur les attitudes des parents concernant les emplois et le niveau d'instruction des filles, consulter Himelfarb et Wisniewski (en cours).
 2. Une étude plus complète du système d'apprentissage se trouve dans ministère du travail (1960) et Lucas (1971, pp. 276-280).

Les écoles jouent ainsi un rôle important dans le processus de sélection déterminant la part de ceux qui poursuivent ou abandonnent leurs études. Des recherches innombrables faites au Canada, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne ont apporté les preuves documentaires montrant comment les enfants issus de familles d'ouvriers, par exemple, ont moins de chances de pouvoir faire des études supérieures. Cette tendance semble encore plus prononcée dans une ville bâtie autour d'une seule industrie. L'enseignant qui vit depuis longtemps dans ce cadre de couches sociales bien marquées " a tendance à incorporer et à perpétuer les différences sociales dans le système scolaire " (Lucas, 1971, p. 296.) Ils sont par conséquent susceptibles d'avoir des idées bien stéréotypées sur le comportement propre aux divers groupes ethniques, religieux et professionnels en plus des stéréotypes, plus généralement partagés, s'attachant aux sexes. Les garçons d'origine britannique dont les pères occupent des postes importants sont, comme on peut l'imaginer, ceux qui ont le plus de chances d'être encouragés par le professeur.

L'enseignant transitoire peut contribuer à perpétuer ces inégalités d'une façon différente; il est en effet peu probable qu'il soit au courant, et par conséquent, qu'il tienne compte des difficultés spéciales que rencontrent certains élèves dans leur localité.

Comme l'écrit Carlton :

" Nombre de ces enseignants n'ont qu'une connaissance superficielle de l'histoire, de la structure et des problèmes de la ville, ou de l'influence de ces facteurs sur les élèves auxquels ils s'adressent chaque jour. " (Carlton, 1967, p. 299.)

En tout cas, il ressort que :

" L'orientation des élèves, ainsi que l'encouragement et les conseils qu'il est possible de leur prodiguer, a toute la force néfaste d'un cercle vicieux, constitué d'idées préconçues qui se réalisent comme d'elles-mêmes. Les Indiens sont inférieurs parce qu'ils ne peuvent faire des études, et ils ne peuvent faire des études parce qu'ils sont inférieurs. " (Lucas, 1971, p. 296.)

Cette situation risque d'être aggravée par le fait que les enseignants attirés dans ces localités sont souvent bien peu qualifiés. (Riffel, 1975, p. 36.)

Malgré l'absence générale de préoccupation au sujet de la qualité de l'enseignement, la présence de ces écoles locales entraîne parfois des conséquences importantes et inattendues. Par exemple, de bons établissements scolaires peuvent être importants pour la croissance de la localité. L'école devient un gros employeur, amenant ainsi plus de consommateurs dans la localité; elle attire également des familles plus stables ayant de jeunes enfants. (Molgat et MacMillan, 1972, pp. v et vi.)

Les écoles sont généralement considérées dans notre société comme une des voies les plus importantes d'ascension sociale, même si, comme on l'a déjà indiqué, tous les enfants n'y ont pas la même liberté d'accès. La situation dans les villes à industrie unique est cependant un peu plus

compliquée. Les enfants qui ont passé toute leur vie dans ces localités et qui aspirent à s'élever professionnellement en augmentant leur niveau d'instruction se heurtent à un problème qui ne se pose pas aux enfants des grands centres urbains. Pour eux, cette ambition signifie presque inévitablement qu'ils devront quitter leur ville et probablement, de façon permanente. Pour certains, ce choix peut s'avérer difficile. Par contre, les enfants des membres de la direction et des spécialistes, lesquels sont extrêmement mobiles, verront vraisemblablement la nécessité d'aller à une école éloignée comme un moyen utile pour émigrer et donc, pour s'en sortir.

Les églises

Les villes à industrie unique, comme la plupart des petites villes du Canada, se distinguent par un sectarisme bien marqué¹. On ne trouve que rarement des localités ayant une église que se partagent les différentes dénominations religieuses de l'endroit. Le grand nombre d'édifices religieux desservant chacun une confession différente est une illustration concrète du profond clivage religieux existant dans la plupart de ces villes; ces divisions se reflètent également dans le nombre disproportionné d'écoles confessionnelles. Dans ces localités, les enfants reçoivent leur éducation et évoluent généralement au sein de leurs confessions religieuses respectives. (Lucas, 1971, pp. 306 et 307.)

Le sectarisme est peut-être un peu plus prononcé dans les villes à industrie unique en raison du rôle central que joue l'Eglise dans la vie de la collectivité. Elle procure, en effet, non seulement une occasion de s'intégrer à un groupe déjà bien formé mais fournit souvent aussi les installations de loisirs ainsi qu'une variété de clubs et d'associations. Le rôle de conseiller en orientation est souvent laissé aussi au clergé. (Riffel, 1975, p. 46.) Les votes confessionnels sont peut-être l'indice le plus révélateur de la force et de l'importance de l'affiliation religieuse. Dans plus de 100 localités à industrie unique dans lesquelles des entrevues ont été effectuées, on n'a recueilli aucun indice de l'existence de votes syndicalistes, mais les répondants de toutes les villes ont fait état des votes confessionnels. (Lucas, 1971, p. 319.)

Le rôle central de l'Eglise et l'importance qui est accordée à la religion font que le clergé local est soumis à de nombreuses pressions. On les pousse, et il en va ainsi pour les membres de leurs familles dans le cas des pasteurs, à assumer diverses fonctions de direction; mais la population surveille étroitement ensuite leurs faits et gestes. Par conséquent, s'ils sont peut-être très influents dans la ville, ils partagent par contre, comme les médecins de l'endroit, les difficultés qu'entraînent le fait d'être mis en évidence.

1. On trouvera une excellente documentation sur l'historique de cette question dans Clark (1948).

RELATIONS INTERPERSONNELLES

Beaucoup de choses ont été écrites au sujet de la vie quotidienne dans une petite ville, où tout le monde se connaît et où les affaires de la collectivité se règlent sans formalités et sans grande complication administrative¹. L'absence d'anonymat et la personnalisation des relations font ainsi de la ville à industrie unique la petite ville par excellence.

Information et surveillance réciproque²

Dans la ville bâtie autour d'une seule industrie, " tout le monde sait tout de la vie de tout le monde ", et dans tous les détails. La majorité des hommes travaillent pour l'entreprise et ne peuvent donc éviter de se côtoyer. Les compagnons de travail seront également des compagnons de club, d'au moins une autre association bénévole, ou des voisins. Même les cadres et les employés, bien qu'ayant rarement les mêmes groupes d'amis, peuvent difficilement éviter de se rencontrer au sein d'une association, au magasin, ou à la taverne.

" Partout où les gens se rencontrent, des échanges prennent place; dans la petite ville, ces échanges prennent une importance particulière à cause de l'interaction continuelle, jour après jour, année après année, et de la pertinence des propos échangés. Les gens des petites localités connaissent bien leurs concitoyens, et ce phénomène est encore plus caractéristique des villes isolées. " (Lucas, 1971, pp. 166 et 167).

-
1. Les études de Blumenthal (1932) et Vidich et Bensman (1960) sont classiques.
 2. L'étude de Lucas (1971) est le seul travail de recherche qui traite de cette question en détail.

Cette connaissance réciproque des habitants de petites villes comporte deux conséquences importantes : une personnalisation des rapports interpersonnels et une plus grande exposition des gens aux regards des autres. Nous avons déjà noté que les rapports personnels ont également une influence au sein de l'entreprise, par l'utilisation de méthodes d'embauchage non réglementaires et par le népotisme. La création de ces rapports peut également entraver les efforts de la direction en vue de faire respecter la discipline à l'intérieur de l'usine. Il est manifeste que les dirigeants de la compagnie, mutés d'un centre urbain dans les villes à industrie unique, se rendent vite compte qu'ils doivent davantage faire preuve d'indulgence sur des questions comme les absences temporaires, par exemple¹. Et le directeur ne peut pas non plus déléguer efficacement le contrôle de la discipline aux cadres subalternes comme les contremaîtres, car ceux-ci sont généralement plus réticents encore à discipliner les travailleurs qui sont ordinairement des amis, des voisins et même des parents. (Lucas, 1971 p. 175.) Plus qu'ailleurs, la direction doit ainsi assumer de plus grandes responsabilités en ce qui concerne la discipline et doit se résigner à prendre des décisions concernant l'embauchage ou les congédiements qui sont, plus qu'ailleurs, sujettes à caution. Ce personnalisme, cependant, est réciproque; les employés considèrent les directeurs locaux non pas tant comme des patrons distants dont les décisions influent sur leur vie, que comme des gens qui font plus ou moins bien leur travail. (Lucas, 1971, pp. 335 et 336.) Il est important de souligner, toutefois, que l'attitude personnalisée de la plupart des membres de la direction constitue pour eux un moyen efficace d'établir leur autorité.

" ... Les attitudes tolérantes, par opposition aux méthodes disciplinaires, ne sont pas nécessairement plus démocratiques et n'indiquent pas non plus que le pouvoir de commander aux subordonnés a été abandonné. Au contraire, l'indulgence exercée par la direction constitue une stratégie efficace, utilisée sciemment ou inconsciemment, pour établir son autorité sur les subordonnés; voilà pourquoi le supérieur à l'esprit libéral s'avère particulièrement efficace². " (Blau, 1956, p. 71.)

Le manque d'anonymat dans les villes à industrie unique comporte des conséquences beaucoup plus profondes pour la collectivité. On a déjà décrit certaines des pressions auxquelles sont soumis les médecins et les prêtres du fait qu'ils sont mis en évidence. Dans une mesure moindre, les autres membres de la localité connaissent des pressions analogues. Le fait d'être observé de près limite les modes de comportement reçus. La menace de commérages et d'atteinte à la réputation constituent un mécanisme efficace

1. Cette notion est développée par Blau (1956, pp. 70-74).

2. Toutefois, il peut être difficile de transmettre l'autorité " personnalisée " à un nouveau directeur. Voir Gloudner (1954).

de discipline sociale¹. Ce manque d'espace privé, caractéristique des petites villes et plus marqué encore dans la petite ville isolée est sûrement le principal sujet de plainte à propos de la qualité de la vie².

Les diverses données sur la perception de la qualité de la vie par les habitants d'une petite ville indiquent qu'un autre important sujet de plainte est l'accès limité aux grandes villes. Quand il y a une autre ville à proximité, les gens peuvent se mettre hors de la vue de leurs concitoyens.

" Dans l'aménagement de la nouvelle localité ... il est possible qu'aucune place n'ait été prévue pour les activités équivoques qui s'attachent aux loisirs et aux distractions dans une ville moderne. Il arrive qu'on trouve ces endroits dans une des villes périphériques de la nouvelle localité; la ville périphérique devient alors une sorte de dépotoir moral pour cette localité. " (Hall, dans Lucas, 1971, p. 183.)

Cependant, lorsque l'accès aux autres villes est limité, les gens doivent trouver d'autres moyens de s'isoler de la surveillance de la collectivité. En un sens, la forte consommation d'alcool et l'usage des médicaments stimulants³ sont peut-être d'autres moyens utilisés pour se détacher de la collectivité. La réaction dominante, cependant, est de fréquenter essentiellement les personnes se situant dans le même groupe professionnel ou dans un groupe apparenté. Lucas note, d'ailleurs, qu'un certain nombre de citoyens de la ville accordaient la plus grande importance à l'interaction au sein de la famille et de groupes d'amis très restreints. L'isolement social que procure la famille dans les villes à industrie unique explique, en partie, pourquoi

" ... la famille considérée comme la véritable source de l'identité personnelle et de la satisfaction des besoins affectifs prend pour les gens une importance particulière. " (Riffel, 1975, p. 45.)

-
1. Les chercheurs ne sont pas d'accord au sujet du volume des commérages qui circulent effectivement dans ces localités. En tout cas, il demeure que la menace de commérages est réelle et tangible sauf, peut-être, pour ceux qui sont au bas de la hiérarchie sociale.
 2. Voir l'étude de Siemens (1973), sur l'importance de l'intimité et l'importance de créer des habitations qui permettent un isolement social maximum.
 3. Il est difficile d'obtenir des données fiables sur l'incidence de l'usage des médicaments. Le relevé de Siemens (1973), fondé sur des impressions, indique qu'il est élevé et disproportionné, surtout chez les femmes oisives. Riffel (1975), d'autre part, rapporte qu'une étude en cours n'a pu réussir à corroborer ces conclusions.

En tout cas, le fait d'être extrêmement visible de tous dans les villes à industrie unique semble encourager l'interaction au sein des petits groupes, lesquels à leur tour accentuent les distinctions que l'on a décrites dans notre étude de stratification. Alors que les habitants des villes à industrie unique peuvent difficilement s'éviter les uns les autres, une interaction intime se produit entre ceux qui ont les mêmes intérêts professionnels, ethniques et religieux.

Conflit social

Comme nous l'avons vu, les villes à industrie unique sont nettement divisées selon les lignes de démarcation socio-économiques, ethniques et religieuses. Néanmoins, Lucas indique que les conflits sociaux ouverts sont rares. Riffel (1975), par exemple, indique que même s'il y a beaucoup de préjugés ethniques et religieux, il y a peu de discrimination manifeste. D'autres notent que le manque de militantisme des syndicats est un indice de la placidité de la population. Cela ne signifie pas que les citoyens ne se préoccupent pas des questions locales; au contraire, ils sont plus susceptibles de parler des questions locales entre eux et avec les dirigeants locaux et de voter sur ces questions que ne le sont les citoyens des grandes agglomérations. (Wichern et coll., 1971.) Cependant, ils évitent nettement toute controverse dans ces discussions, et le recours aux votes, comme par exemple le référendum local, fournit un mécanisme de règlement des litiges ne présentant aucune menace.

Le conflit ouvert est peut-être inhibé du fait que les divisions sociales fondamentales, les diverses inégalités,

" ... deviennent des schèmes légitimés, acceptés, faisant partie du système normatif et intégré aux attentes mutuellement partagées. D'une façon surprenante, les divergences ethniques et autres sources possibles de conflit grave deviennent des réactions types qui sont acceptées et qui s'estompent d'autant plus facilement. " (Lucas, 1971, p. 329.)

Elles deviennent des traits normaux de la vie quotidienne. En outre, il semble plausible que ceux qui éprouvaient le plus d'hostilité à l'égard du système ont émigré au début de l'aménagement de la ville.

Il existe peut-être, cependant, un autre agent d'inhibition plus puissant du conflit social dans les villes à industrie unique. Brooks et Emmert (1976, pp. 276 et 277) étudient comment le désir de conflit et la déviation sont inhibés chez les membres d'un groupe s'ils perçoivent qu'ils partagent un sort commun. Comme on l'a indiqué tout au long du rapport, les habitants des villes à industrie unique sont conscients de la précarité de leur prospérité. On pourrait s'attendre à ce que l'entreprise qui domine leur vie devienne l'objet de leur hostilité, mais cela ne semble pas être le cas. (Lucas, 1971, pp. 334-340; Jackson et Poushinsky, 1971.) Lucas avance une explication possible. Il indique que les travailleurs se font une idée fallacieuse du pouvoir. Ce qui signifie, pour Lucas, que le pouvoir est

diffus. Ainsi, les dirigeants locaux, comme tout le monde dans la ville, obéissent aux ordres d'autres personnes. Mais même au sommet de l'entreprise, au siège social, le pouvoir est diffus.

" Il faut compter avec des milliers de travailleurs, leur productivité, leurs rapports, leurs avis, ainsi que les données provenant de nombreux services, dont la comptabilité, et ... la recherche. " (Lucas, 1971, pp. 338 et 339.)

Le véritable coupable, l'objet de l'hostilité commune, devient le hasard des choses qui arrivent inopinément, des causes naturelles, de vastes forces impersonnelles, le marché des denrées, les changements technologiques, le climat, des forces sur lesquelles ils n'ont aucune prise. Il n'est donc pas surprenant qu'ils considèrent que la ville tout comme l'entreprise elle-même soient considérées comme devant partager le sort commun.

On pourrait, cependant, examiner la question sous un angle différent. Il se peut que le pouvoir soit moins diffus qu'invisible. Les citoyens n'ignorent pas que le sort de la localité ne dépend pas des décisions prises par les dirigeants locaux. Toutefois, ils n'ont aucune participation aux décisions prises par les propriétaires absentéistes; ces derniers sont trop éloignés. La haute direction et leurs mécanismes de prise de décision ne sont pas visibles dans la localité construite autour de l'usine filiale. Ce que les habitants de la ville perçoivent comme les conséquences de forces impersonnelles pourrait donc, examiné sous un autre angle, être considéré comme résultant de décisions prises par les personnes réelles possédant un pouvoir réel. Quelle que soit l'explication qu'on adopte, les résultats sont les mêmes. Selon Lucas (1971, pp. 338 et 339), la plupart des citoyens des villes à industrie unique éprouvent des sentiments d'impuissance, de résignation et de fatalisme, dissimulés sous des murmures de mécontentement.

RECAPITULATION ET PORTEE

Récapitulation

Le système de stratification sociale dans les villes à industrie unique est fondé sur la hiérarchie professionnelle au sein de l'entreprise; ce système est éminemment visible, rigide et fermé. La différenciation ethnique, reflet de la société dans son ensemble, est également plus rigide et tenace qu'ailleurs et est maintenue par le népotisme et les préférences ethniques. Les possibilités d'emploi pour les femmes et les jeunes gens ainsi que les possibilités d'avancement pour tous les travailleurs sont limitées.

Les villes à industrie unique, pour la plupart, fournissent à leurs citoyens un niveau respectable de services et d'aménagements, en grande partie grâce à l'aide de l'entreprise. Par contre, les magasins, les services de santé et de bien-être ainsi que les bureaux d'avocats ou de médecins sont moins bien organisés. En outre, les écoles, même si elles sont comparative-ment de grande qualité, ne semblent pas préparer les enfants au travail dans la localité. L'Eglise joue un rôle important dans la vie de la localité et fournit un facteur supplémentaire de différenciation sociale. Le rôle de ces institutions prend une importance accrue du fait que ces collectivités sont isolées des autres centres urbains qui pourraient procurer ce qui manque dans la localité.

La personnalisation des relations sociales et le fait que les gens en vue sont facilement observables, font pratiquement des localités à industrie unique des archétypes de petites villes. Le manque d'anonymat cause des tensions à l'intérieur de l'entreprise et de la collectivité et rend particulièrement importante la possibilité d'accès à d'autres villes. Ces collectivités semblent se distinguer par un repliement des gens sur leur intimité; la famille et les petits groupes prennent une importance toute particulière. Les structures d'interaction reflètent des divisions plus profondes dans la localité. A cause du repliement des habitants et de l'interaction limitée entre eux, il est peu probable qu'ils acquièrent un fort sentiment d'appartenance. Néanmoins, la précarité de leur situation encourage les gens à prendre conscience qu'ils partagent un sort commun. Dans ce contexte, il est possible de comprendre l'absence de conflit social ouvert. Ce sont les sentiments de dépendance, d'impuissance, de résignation et de fatalisme qui y dominent.

Portée

Les chercheurs, surtout les urbanistes, ont montré leur souci d'améliorer la qualité de vie dans les villes à industrie unique en tenant compte des caractéristiques sociales que nous avons étudiées. Jackson et Poushinsky (1971, pp. 130 et 131) recommandent, par exemple, que les installations de santé, de soins dentaires, et les magasins soient améliorés; (Riffel 1975, p. 70) ajoute un certain nombre de recommandations importantes en rapport avec les possibilités limitées d'éducation et d'emploi dans les villes à industrie unique. Il recommande, par exemple, que l'on institue dans les localités des programmes plus larges d'enseignement et de recyclage, et que l'on crée des garderies et des possibilités d'emploi pour les femmes des travailleurs. Presque toutes les études signalent également l'importance de faire participer les citoyens à l'aménagement de la ville.

Il s'agirait sans nul doute d'importantes innovations. Elles ne contribueraient toutefois pas à modifier les traits les plus fondamentaux et les plus aléatoires des villes à industrie unique, à savoir leur faible population, leur isolement, et leur état de dépendance. L'incertitude et les tensions créées par l'interaction quotidienne persisteront toujours. A cause de ces faits, les urbanistes ont été encouragés à chercher de nouvelles solutions pour l'aménagement des villes. Parker (dans Siemens, 1973, pp. 36-41) a proposé trois possibilités :

a) L'aménagement de centres urbains régionaux.

Ces centres jouiraient d'une structure économique diversifiée, présentant diverses possibilités d'emploi et fournissant la permanence et la stabilité.

b) L'aménagement d'un centre domiciliaire et commercial.

Cet ensemble servirait de base pour un certain nombre d'entreprises d'exploitation de ressources naturelles situées à une distance facilement accessible. Il s'agirait donc d'une ville ayant une population beaucoup plus dense, qui pourrait plus facilement soutenir un grand nombre de services, d'entreprises commerciales et d'industries secondaires.

c) La création de localités non-permanentes

Ces localités auraient une très grande flexibilité étant donné qu'elles pourraient être déplacées en tout ou en partie advenant la fermeture de l'exploitation minière ou forestière.

Il existe évidemment d'autres possibilités et les meilleures solutions pour une région donnée seront trouvées par des travaux de recherche et d'analyse approfondis. Mais on ne doit plus accepter comme inévitable que l'exploitation des ressources naturelles entraîne automatiquement la création de villes à industrie unique.

Recherches complémentaires

La plupart des rapports se terminent, bien sûr, par une recommandation de recherches plus approfondies. Nous suivons cette tradition, mais tenons à faire remarquer qu'il ne manque pas de questions auxquelles les réponses ne sont pas encore trouvées au sujet des villes à industrie unique. Rien n'a encore été publié sur les données élémentaires, bien que souvent aléatoires, comme le taux de criminalité, l'incidence du divorce, etc. Il manque énormément de statistiques. Une des premières tâches doit être de déterminer les types de villes à industrie unique, afin que l'on puisse faire des comparaisons systématiques.

Comme nous l'avons indiqué tout au long de cette étude, la recherche a été inégale et un certain nombre d'aspects importants ont été examinés moins soigneusement que d'autres. Nous concluons donc en indiquant quelques questions qui pourraient être étudiées avec profit : quelles sont les conséquences de l'absentéisme des propriétaires de l'entreprise, ou de la possession de l'entreprise par des étrangers, sur la structure sociale et la participation de la population ? Quel tort subissent les femmes mariées à cause de leurs faibles possibilités d'emploi et du peu d'autres solutions qui s'offrent à elles ? Qu'est-ce qui arrive aux jeunes qui sont contraints de quitter la localité ? Les réponses à ces questions pourraient peut-être nous apporter autant de renseignements sur l'ensemble de la société canadienne que sur les villes à industrie unique.

BIBLIOGRAPHIE

ANONYME, " Industry Builds Kitimat : First Complete New Town in North America ", *Architectural Forum*, vol. CI, juil., août, oct. 1954, pp. 128-147; 120-126; 159-161.

ARMSTRONG, Terence, *Russian Settlement in the North*, Cambridge, University Press, 1965.

BARCLAY, N. A. et coll., *Adequacy of Selected Goods and Services as Evaluated by Home-makers in a Resource Community*, Center for Settlement Studies, Winnipeg, Université du Manitoba, 1974.

BLAU, P. M. *Bureaucracy in Modern Society*, New York, Random House, 1956.

BLUMENTHAL, A., *Small Town Stuff*, Chicago, 1932.

BRADWIN, E. W., *The Bunkhouse Man : A Study of Work and Pay in the Camps of Canada 1903-1914*, New York, 1928.

BROOKS, W. D. et EMMERT, P., *Interpersonal Communication*, Dubuque (Iowa), Brown, 1976.

CARLTON, R. A., *Differential Educational Achievement in a Bilingual Community*. Thèse de doctorat inédite, Université de Toronto, 1967.

CENTER OF COMMUNITY STUDIES, *Nature and Purposes of Single-Enterprise Communities*, premier rapport annuel, Université du Manitoba, 1968.

CLARK, S. D., *Church and Sect in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1948.

Du même auteur, *The Position of the French-Speaking Population in Northern Industrial Communities*, dans R. OSSENBERG (sous la direction de), *Canadian Society : Pluralism, Change and Conflict*, Scarborough, Prentice-Hall, 1971, pp. 62-85.

- CLEGG, E. T., *A Regional Planning Analysis of a Single Enterprise Community of Settlements*. Thèse inédite, Université de Colombie britannique, 1958.
- COTTRELL, W. F., " Death by Dieselization : A case Study in Reaction to Technological Change ", *American Sociological Review*, vol. XVI, 1951, pp. 358-368.
- CRAM, J. M., " Differential Needs Satisfaction of Mine Workers in Northern Canada ", *Canadian Journal of Behavioral Science*, vol. IV, 1972.
- DOWNIE, J. H., *Some Social and Industrial Implications of Shift Work*, London, 1963.
- EBERTS, E. H., " Arvida and Kitimat : The Story of Two Industrial Community Development Properties ", *Canadian Labour*, vol. III, n^o 1, janvier 1958, pp. 10-13 et 18.
- FORCESE, Dennis, *The Canadian Class Structure*, Toronto, McGraw-Hill, 1975.
- GOULDNER, A. W., *Patterns of Industrial Bureaucracy*, New York, Free Press, 1954.
- HERRING, H. L., *Passing of the Mill Village*, Chapel Hill (N. C.), University of North Carolina Press, 1949.
- HIMELFARB, A. et L. WISNIEWSKI, *Doing a Man's Job : Working Women in Canada*, Fredericton, en cours.
- HUSBY, P. J., *Educational Effort in Five Resource Frontier Communities*, Center for Settlement Studies, Winnipeg, Université du Manitoba, 1971.
- JACKSON, J. E. W. et N. W. POUHINSKY, *Migration to Northern Mining Communities : Structural and Social Psychological Dimensions*, Center for Settlement Studies, Winnipeg, Université du Manitoba, 1971.
- KERRI, J. N., *Functions of Voluntary Associations in Resource Frontier Community : The Case of Fort McMurray, Alberta, Canada*, dans John MATTHIASSEN (sous la direction de), *Two Studies on Fort McMurray*, Center for Settlement Studies, Winnipeg, Université du Manitoba, 1971.
- LASKIN, Richard, *Organizations in a Saskatchewan Town*, Saskatoon, Center for Community Studies, novembre 1961.
- LEYTON, E., *Dying Hard : The Ravages of Industrial Carnage*, Toronto, McClelland and Stewart, 1975.
- LUCAS, R. A. et A. HIMELFARB, " Some Social Aspects of Medical Care in Small Communities ", *Canadian Journal of Public Health*, vol. LXII, n^o 1, 1971, pp. 6-16.
- LUCAS, Tex, *Minetown, Milltown, Railtown : Life in Canadian Communities of Single Industry*, Toronto, University of Toronto Press, 1971.

MacMILLAN, J. A. et coll., *Determinants of Labour Turnover in Canadian Mining Communities*, Center for Settlement Studies, Winnipeg, Université du Manitoba, 1974.

MAGILL, D. W., *Migration and Occupational Mobility from a Nova Scotia Coal Mining Town*. Thèse de maîtrise inédite, Université McGill, 1964.

MARSH, Leonard, *Communities in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1970.

MATTHIASSEN, J. S., *Resident Perceptions of Quality of Life in Resource Frontier Communities*, Center for Settlement Studies, Winnipeg, Université du Manitoba, 1970.

Du même auteur, *Resident Mobility in Resource Frontier Communities*, dans John MATTHIASSEN (sous la direction de), *Two studies on Fort McMurray*, Center for Settlement Studies, Winnipeg, Université du Manitoba, 1971.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, *Acquisition of Skills* (Acquisition des aptitudes professionnelles), Ottawa, 1960.

MOLGAT, P. et J. A. MacMILLAN, *Education in Area Economic Development*, Center for Settlement Studies, Winnipeg, Université du Manitoba, 1972.

NICKELS, J. B. et J. P. KEHOE, *Northern Communities : Mental Health and Social Adaptation*, Center for Settlement Studies, Winnipeg, Université du Manitoba, 1972.

PEACH, J. W., *Predictors of Occupational Aspirations of High School Students in Single-Enterprise Communities*, dans *Aspects of Interdisciplinary Research in Resource Frontier Communities*, Center for Settlement Studies, Winnipeg, Université du Manitoba, 1970, pp. 35-62.

REID, A et J. FRIDERES, *Factors Affecting Membership in Voluntary Associations in Churchill, Manitoba*, Center for Settlement Studies, Winnipeg, Université du Manitoba, 1971.

RIFFEL, J. A., *Quality of Life in Resource Towns*, Center for Settlement Studies, Winnipeg, Université du Manitoba, 1975.

ROBINSON, I. M., *New Industrial Towns on Canada's Resource Frontier*, Chicago, Université de Chicago, 1962.

SIEMENS, L. B., *Single-Enterprise Community Studies in Northern Canada*, Center for Settlement Studies, Winnipeg, Université du Manitoba, 1973.

SPEARMAN, L. B., *Comparison of Social Welfare Needs with Service Network in Two Northern Manitoba Communities*, Center for Settlement Studies, Winnipeg, Université du Manitoba, 1975.

TRIBBLE, S. P., *Pulptown, Canada : A Study of Migration to a Planned New Brunswick Community*. Thèse de maîtrise inédite, Université du Nouveau-Brunswick, 1973.

UNESCO, *Man and the Environment : New Towns in Isolated Settings*, Kambalda, Australie, 1974.

UNIVERSITE QUEEN, Institute of Local Government, *Single-Enterprise Communities in Canada*, Ottawa, Université Queen, 1953.

VIDICH, A. J. et J. BENSMAN, *Small Town in Mass Society*, Garden City (N. Y.), Doubleday.

WATKINS, Mel, *Resources and Underdevelopment*, dans R. M. LAXER (sous la direction de), *The Political Economy of Dependency*, Toronto, McClelland and Stewart, 1973, pp. 107-126.

WICHERN, P. H., *Two Studies in Political Development : The Administrator's Role in Single Enterprise Communities*, Center for Settlement Studies, Winnipeg, Université du Manitoba, 1972.

WICHERN, P. et coll., *The Production and Testing of a Model of Political Development in Resource Frontier Communities*, Center for Settlement Studies, Winnipeg, Université du Manitoba, 1971.

WILLMOTT D. E., *Industry Comes to a Prairie Town*, Saskatoon, Canadian Center for Community Studies, Université de la Saskatchewan, 1962.

